



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

élections régionales

Question au Gouvernement n° 3422

Texte de la question

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Mme la présidente. La parole est à M. Jean-Noël Carpentier, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

M. Jean-Noël Carpentier. Monsieur le Premier ministre, dimanche dernier, avec 27 % des suffrages, le Front national est devenu le premier parti de France.

M. Lionnel Luca. Grâce à vous !

M. Jean-Noël Carpentier. C'est un séisme politique !

Bien sûr, les jugements moraux ne suffisent pas pour dénoncer l'imposture du FN. Mais rappelons-le, le Front national c'est l'extrême-droite. Anti-dreyfusards au XIXème siècle, collaborateurs des nazis au XXème siècle, manipulateurs et menteurs au XXIème siècle, l'extrême-droite n'a pas d'autre horizon que le repli sur soi et la haine de la diversité humaine.

Aujourd'hui, prenons garde. La gauche a raison : il faut retirer nos listes pour empêcher le FN de s'emparer ne serait-ce que d'une région. (*Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Mme Barbara Pompili. Bravo !

M. Jean-Noël Carpentier. Le « ni-ni » de la droite est mortifère pour la République. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Mais, je le dis avec gravité, monsieur le Premier ministre, au-delà des élections régionales, c'est un redoutable défi auquel nous sommes confrontés, en France mais aussi en Europe.

Ce défi, c'est celui de stopper cette gangrène qu'est l'extrême-droite, qui prospère depuis vingt ans en dépit des grandes déclarations politiques stériles qui disent entendre les colères et les inquiétudes et qui font des promesses. J'ai la sensation que ce ne sont que des mots.

Évidemment la crise économique nourrit le terreau du Front national, mais l'Histoire nous enseigne que pour réduire l'extrême-droite, il faut mener des politiques publiques qui améliorent concrètement la vie quotidienne des peuples.

Ma question est simple : je le dis ici, chacun, à gauche comme à droite, a sa responsabilité, mais ne pensez-vous pas, monsieur le Premier ministre, que notre majorité doit agir mieux et plus vite contre les fractures qui

minent notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, nous sommes entre les deux tours de ces élections régionales. Nous devons donc ici, dans l'enceinte de la République qu'est le Parlement où bat le cœur de la démocratie, respecter cette campagne.

Les enseignements et les leçons que nous devons en tirer ne sont pas nouveaux. Nous connaissons d'ailleurs souvent les réponses.

Ce que je peux vous répondre, c'est que le premier enseignement est le suivant : même s'il y a eu un sursaut de participation, l'abstention reste beaucoup trop importante - un Français sur deux seulement s'est déplacé. Le seul message que nous puissions faire passer en vue du scrutin de dimanche prochain, c'est d'aller voter, voter pour l'avenir des régions et voter pour une certaine conception de la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

Notre deuxième inquiétude tient naturellement au niveau du vote de l'extrême-droite et au péril qu'il peut représenter pour la République et pour l'image de notre pays.

Face à cela, d'ici dimanche prochain, le reste, me semble-t-il, appartenant au débat, je peux vous faire au moins trois réponses.

La première est de rester dignes, à la hauteur de l'attente et des exigences des Français ; la deuxième, pour ce qui concerne la majorité, je ne peux vous répondre que cela, c'est de nous rassembler – c'est ce qui a été fait dans les régions et c'est ainsi que nous répondons à l'attente des Français ; la troisième leçon, c'est que partout vive la République. C'est le choix qu'a fait la majorité et c'est ainsi que nous apporterons une réponse aux Français. La seule réponse dans ces moments-là, au-delà du débat démocratique, c'est la République, ses valeurs, l'autorité de l'État, qui doit s'imposer partout, et la défense de notre manière d'être français et de vivre ensemble.

Voilà, monsieur le député, les premières leçons que nous pouvons tirer du premier tour, mais une campagne électorale se juge aux résultats du deuxième tour. Pour le reste, je vous donne donc rendez-vous après. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Noël Carpentier](#)

Circonscription : Val-d'Oise (3^e circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3422

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 décembre 2015](#)